



Arrêt

**n°176 598 du 20 octobre 2016
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈME CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 juin 2016, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 18 avril 2016.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après : « la Loi ».

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 août 2016 convoquant les parties à l'audience du 27 septembre 2016.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. STAES loco Me R. JESPERS, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 27 juillet 2012, la partie requérante a introduit une deuxième demande de visa de regroupement familial, auprès du consulat belge à Casablanca, en vue de rejoindre son époux de nationalité belge.

1.2. Le 6 décembre 2012, la partie défenderesse a pris à son encontre une décision de refus de délivrance dudit visa, qui a été notifiée le 17 décembre 2012, laquelle a fait l'objet d'un arrêt de rejet n° 150.527 du 7 août 2015.

1.3. Le 19 janvier 2016, la partie requérante a introduit une troisième demande de visa regroupement familial afin de rejoindre son époux de nationalité belge.

1.4. Le 15 avril 2016, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, il s'agit de la décision attaquée qui est motivée comme suit :

« Commentaire: En date du 19/01/2016, une demande de visa de regroupement familial a été

introduite sur base de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980 concernant l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 08/07/2011 entrée en vigueur le 22/09/2011, au nom de [AH] née le 02/03/1988 de nationalité marocaine, en vue de rejoindre en Belgique Mr [A A] né le 08/07/1983 de nationalité belge.

La preuve de ce mariage a été apportée par un acte de mariage n° 237, folio 238, registre 43 dressé le 17/08/2011 à Al Hoceima.

Considérant que l'article 27 du code de droit international privé établit qu'un acte authentique étranger est reconnu en Belgique sans qu'il faille recourir à aucune procédure si sa validité est établie conformément au droit applicable.

Considérant que selon l'article 46 du code de droit international privé, les conditions de validité du mariage sont régies, pour chacun des époux, par le droit de l'Etat dont il a la nationalité au moment de la célébration du mariage.

Considérant que pour les ressortissants belges, l'article 146 bis du code civil belge dit qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des époux n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux.

Considérant que dans le cas d'espèce, l'épouse du requérant est belge et que les faits suivants démontrent clairement que cette disposition trouve à s'appliquer :

-Considérant qu'en date du 27/07/2012, Mme [A] avait introduit une première demande de visa regroupement familial sur base de son mariage avec Mr [A].

- Considérant qu'en date de cette demande avait été rejetée sur base des éléments suivants: Considérant que, dans son avis du 03/12/2012, le Parquet d'Antwerpen (réf: xx) émet un avis négatif concernant la reconnaissance de ce mariage sur base des éléments suivants :

- Les intéressés sont de la même famille. Selon Mme, ils seraient petits cousins. Dans ces circonstances les intéressés se connaissent depuis l'enfance. Cependant, Mme ne sait pas depuis quand Mr réside en Belgique.

- La famille de Mr est également la famille de Mme. Cependant Mme se trompe dans le nom de famille de la mère de son époux (Atari au lieu de El Mokhtari). Mme ne connaît pas l'adresse des intéressés en Belgique. Mme se trompe également dans le jour et le mois de naissance de Mr.

- Selon Mme, Mr l'a demandée en mariage une semaine avant la signature de l'acte. Ils ont à peine passé une demi-journée ensemble avant de signer l'acte de mariage. Mr est ensuite resté une semaine après. Selon Mr ils se seraient vus régulièrement en 2010 pendant les 4 semaines que Mr a passé au Maroc. En 2011, Mr a passé 5 semaines au Maroc et a alors demandé Mme en mariage. Mme aurait encore un peu réfléchi car elle était toujours aux études selon Mr. La fête de fiançailles a eu lieu 2 semaines plus tard. Selon Mr, les deux familles étaient présentes à la fête de mariage. Les intéressés se sont mariés au Maroc parce que la famille de Mme y vit. Mme aurait porté une robe de mariage traditionnelle à la fête. Mr a des photos de la fête de mariage mais ne veut pas les montrer car elles sont privées.

- Selon Mme, il n'y a pas eu de fête de fiançailles mais directement la signature de l'acte de mariage. Selon elle, il y aurait eu une petite fête après mais pas de fête de mariage traditionnelle. Cette fête se tiendra en Belgique. Selon Mme il n'y a pas de photo du mariage ni de photos d'eux deux ensemble. Mme ne portait pas non plus de robe de mariée.

- Mme déclare qu'elle n'a plus travaillé depuis 2010. Auparavant Mme travaillait pour la commune dans la région d'Al Hoceima, comme intérimaire.

- Il existe sans nul doute de nombreuses contradictions dans les déclarations.

Des éléments ci-dessus, il apparaît que le mariage conclu au Maroc n'a pas pour but la création d'une communauté de vie durable.

Dès lors, l'Office des étrangers refuse de reconnaître en Belgique le mariage conclu entre Mme [AH] et Mr [AA]. Ce mariage n'ouvre donc pas le droit au regroupement familial.

Considérant par ailleurs que l'article 40ter de la loi précitée stipule qu'en ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40bis, §2, alinéa 1er, 1° à 3°, le ressortissant belge doit démontrer qu'il dispose d'un logement décent qui lui permet de recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui remplit les conditions posées à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale comme prévu à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2 du Code civil.

Considérant que le dossier administratif ne contient pas la preuve que le ressortissant belge dispose d'un logement décent au sens de l'article de loi précité puisque le contrat de bail enregistré produit ne correspond pas à l'adresse actuelle de la personne à rejoindre: xxx à Anvers.

Dès lors les conditions du regroupement familial ne sont pas remplies et le visa est refusé.»

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante libelle sont unique moyen comme suit :

« ENIG MIDDEL: Schending van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Schending van art. 27 en 46 van het Wetboek Internationaal Privaatrecht. Schending van art. 3 van de Wet Motivering Bestuurshandelingen. Schending van de zorgvuldigheidsverplichting. Machtsoverschrijding. Schending van het hoorrecht als algemeen principe; schending van artikel 41 Handvest grondrechten EU.

Eerste onderdeel,

Op 6 december 2012 werd opzichten verzoekster reeds een beslissing tot weigering van visum genomen.

Zoals uit de stukken blijkt bevat de huidige beslissing letterlijk dezelfde motivering als de beslissing van 6 december 2012; het is een copy past van die beslissing, hoewel de aanvraag van het hier betwiste visum dateert van januari 2016, of ruim drie jaar later. Er is op geen enkele wijze rekening gehouden met nieuwe elementen en nieuwe documenten die door verzoekster werden voorgebracht; er is bij de inschatting van het huwelijk op geen enkele wijze rekening gehouden met het gegeven dat verzoekster en haar echtgenoot gedurende die ganse periode hun huwelijksband hebben onderhouden en de echtgenoot herhaaldelijk op bezoek is geweest bij verzoekster (zie stukken).

Er is op geen enkele wijze rekening gehouden met het tijdsverloop. Ter illustratie: de beslissing verwijst naar het advies van het parket van 3.12.2012, of een advies dat meer dan drie jaar oud is.

Er is op geen enkele wijze rekening gehouden met het gegeven dat de echtgenoot van verzoeker een verantwoordelijk persoon is die ambtenaar is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid te Brussel, dit reeds sedert 2008 en met officieel ambtenarenstatuut sedert 2014. Het is niet de persoon die zomaar een schijnhuwelijk zou aangaan.

Verzoekster wijst er ook op dat het visum werd geweigerd en dit op dezelfde gronden die inzonderheid er op neer komen dat het huwelijk niet zou kunnen erkend worden, en dit zonder dat aan verzoekster enige mogelijkheid werd geboden of éniġ verzoek aan haar werd gericht voor een interview in dat kader. Ook haar echtgenoot werd evenmin gehoord.

Dergelijke copy-past beslissing getuigt van een manifest gebrek aan zorgvuldigheid, minstens van een manifest gebrek aan afdoende motivering. Alleszins werd het hoorrecht niet gerespecteerd. De enige bij de beslissing bijgevoegde passage (laatste alinéa) is dat het adres van het huurcontract dat wordt neergelegd niet zou beantwoorden aan het actuele adres van de echtgenoot van verzoeker, xxx Antwerpen-Deurne.

Uit de hierbij neergelegde stukken blijkt duidelijk dat de echtgenoot van verzoeker op 13.2.2016 officieel verhuisd is naar het vermelde adres, komende van (zelfde straat)xxx

Antwerpen-Deurne. De huur ging in op 1.2.2016.

Toen de visumaanvraag in januari 2016 gebeurde woonde hij nog op het nummer 128; hij heeft dan zijn nieuwe huurcontract laten registreren en heeft dit nieuwe contract neergelegd.

Het éniġ 'nieuwe' motief is bijgevolg onjuist.

Een eenvoudige navraag had verwerende partij kunnen leren dat dit de gang van zaken was.

Maar ook op dit punt is het hoorrecht niet gerespecteerd.

Tweede onderdeel,

De motivering van de weigeringsbeslissing faalt op diverse punten.

Verzoekster en haar echtgenoot kennen elkaar reeds van in de kinderjaren. De echtgenoot kwam naar België in de jaren '90 en kwam sindsdien jaarlijks op verlof in Marokko bij zijn grootmoeder. Tijdens deze vakanties hebben zij elkaar leren kennen. Zij zijn familie van elkaar, maar van heel ver.

In 2010 was de toekomstige echtgenoot op vakantie in Imzouren, waar hij verzoekster terug ontmoette na lange tijd en het klikte opnieuw. Tijdens die vier weken vakantie hebben de toekomstige echtgenoten elkaar regelmatig gezien en gesproken, wel telkens in het bijzijn van familie, omdat het in deze cultuur eerder gevoelig ligt om alleen af te spreken. Terug in België onderhielden ze contact via sms en de toekomstige echtgenoot maakte plannen voor een nieuwe reis naar Marokko om verzoekster terug te kunnen zien.

In juli 2011 keerde hij terug naar Marokko voor vijf weken. Het is tijdens deze periode dat hij verzoekster ten huwelijk heeft gevraagd. Het huwelijkscontract werd op 11.08.2011 opgemaakt en het bescheiden huwelijksfeest volgde twee dagen later. Er waren getuigen en een bruidsschat.

Na het huwelijk woonden ze samen in het huis waar ook de ouders van de echtgenoot verbleven.

Op 18.08.2011 keerde de echtgenoot terug naar België omdat hij daar vast werk heeft. Hij is ambtenaar bij de RSZ met vast inkomen. De echtgenoot ging zijn huwelijk dadelijk aangeven in het districtshuis.

Verzoekster deed een aanvraag visum gezinshereniging, doch deze werd afgewezen op 02.03.2012 omwille van onvoldoende inkomsten, onvoldoende huisvesting en geen ziekteverzekering. Nergens werd toen getwijfeld aan hun intentie een duurzame levensgemeenschap aan te gaan.

Verzoekster deed in Marokko op 27 juli 2012 een tweede aanvraag voor een visum gezinshereniging. Intussen had haar echtgenoot vast werk gevonden als ambtenaar en ook een woonst gevonden waar hij met verzoekster wil samenwonen.

Op 15 augustus 2012 vertrok de echtgenoot opnieuw naar Marokko, deze keer voor een kortere periode van 10 dagen, omdat hij nog niet al zijn verlof wou opnemen nu verzoekster hem binnenkort in België zou vergezellen en hij de verlofdagen nog kon gebruiken om zijn echtgenote op te vangen en wegwijs te maken in België.

Verzoekster en haar echtgenoot zijn het voorwerp geweest van een ondervraging (verzoekster in september 2012 en de echtgenoot in november 2012), waarna een negatief advies volgde van het parket op 03.12.2012.

De visumaanvraag van verzoekster werd op 06.12.2012 geweigerd op basis van niet-erkenning van hun huwelijk. Verzoekster tekende beroep aan tegen deze weigering visum.

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wees het beroep af, dat vooral op technische gronden (onbevoegdheid van attaché die beslissing had genomen) gesteund was.

Op 19.1.2016 deed verzoekster een nieuwe visumaanvraag. Deze werd afgewezen op 18.4.2016 en is het voorwerp van huidige betwisting.

Verzoekster en haar echtgenoot hebben in de periode voor en na het huwelijk en tot op heden zeer vaak contact met elkaar per telefoon. De echtgenoot stuurt verzoekster geregeld geld op.

De echtgenoot is verzoekster herhaaldelijk komen bezoeken in Marokko.

Verzoekster wijst er op dat de motieven tot weigering die verband houden met het huwelijk niet lichtvaardig mogen beslissen dat het « doel een duurzame levensgemeenschap aan te gaan » afwezig zou zijn. Op het vlak van de bewijsvoering schreef DE PAGE (TOME I, 716) reeds:

"Maar in elk geval, en dit punt is van ICAPITAAL BELANG, spreekt het vanzelf dat het volledig fictieve karakter van het huwelijk op een zeer nauwkeurige manier zal bewezen moeten worden."

Zie ook Hof van Beroep te Gent: arrest 14/02/1986 (T.V.R. 1985-1986, 27 e.v.) : "Het is niet aan appellanten om te bewijzen dat zij van elkaar houden, doch aan de tegenpartij dat zij dit veinzen om het verblijf in België te verzekeren."

Overigens dient het begrip "duurzame levensgemeenschap" met de grootste omzichtigheid benaderd te worden. Dit begrip is immers nergens gedefinieerd en kan leiden tot allerlei willekeurige interpretaties.

Destijds verspreidden de federale Ministers TOBACK en WATHELET van resp. Binnenlandse Zaken en van Justitie een omzendbrief ten behoeve van de ambtenaren van de burgerlijke stand om hen te helpen schijnhuwelijken op te sporen.

De principes vooropgesteld in deze omzendbrief werd herhaald in de omzendbrief van 17 december 1999 (B.S. 31.12.1999) naar aanleiding van de invoering van de wet van 4 mei 1999 töt wijziging van een aantal bepalingen betreffende het huwelijk.

Hoewel ook een omzendbrief geenszins het karakter heeft van een wet, dient alleszins vastgesteld te worden, dat als men deze laatste omzendbrief zou toepassen op verzoekers geenszins bewezen is dat hun voorgenomen huwelijk niet gericht zou zijn op het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap.

Volgens de omzendbrief kunnen immers volgende omstandigheden in combinatie met elkaar aanwijzingen vormen voor een schijnhuwelijk :

« -Partijen verstaan mekaar niet, of kunnen enkel op een gebrekkige wijze met elkaar communiceren, of doen beroep op een tolk

- Partijen hebben elkaar voor de huwelijkssluiting nooit eerder ontmoet -Eén van de partijen woont duurzaam samen met iemand anders

-Men kent elkaars naam of nationaliteit niet -Men weet niet waar de aanstaande werkt

-Verklaringen omtrent de omstandigheden van ontmoeting lopen manifest (onderlijning door concludanten) uiteen

-Een som geld wordt beloofd bij het aangaan van het huwelijk -Het uitoefenen van prostitutie door één van beiden -Het optreden van tussenpersoon -Een groot leeftijdsverschil tussen beiden »

Geen van bovenvermelde « aanduidingen » voor schijnhuwelijk zijn in casu aanwezig, laat staan dat ze in combinatie aanwezig zouden zijn.

Deze omzendbrief werd vervangen door de omzendbrief van 6 september 2013 (B.S. 23.9.2013). Deze stelt de combinatie van volgende factoren als een ernstige aanduiding dat het gaat om een schijnhuwelijk:

- Partijen verstaan mekaar niet, of kunnen enkel op een gebrekkige wijze met elkaar communiceren, of doen beroep op een tolk;

- Partijen hebben elkaar voor de verklaring van wettelijke samenwoning nooit eerder ontmoet;

- Een van de partijen woont duurzaam samen met iemand anders;

- Partijen kennen elkaars naam of nationaliteit niet;

- Een van de partijen weet niet waar de andere werkt;

- Verklaringen omtrent de omstandigheden van de ontmoeting lopen manifest uiteen;

- Een som geld wordt beloofd bij het aangaan van de wettelijke samenwoning;

- Het uitoefenen van prostitutie door één van beiden;

- Een van de partijen heeft het recht op gezinshereniging door huwelijk of wettelijke samenwoning reeds geopend voor een of meerdere andere personen;

- Een van de partijen heeft reeds een of meer pogingen gedaan om een schijnhuwelijk of een schijnwettelijke samenwoning in België te sluiten;

- Een van de partijen is niet geslaagd in alle wettelijke mogelijkheden om zich in België te vestigen;

- Het optreden van een tussenpersoon;

- Een groot leeftijdsverschil.

In dit kader kan de ambtenaar van de burgerlijke stand zich o.m. baseren op :

- Nagetrokken verklaringen of getuigenissen van de partijen zelf of van derden;

- Bepaalde geschriften van de partijen zelf of van derden;

- Onderzoeken door politiediensten.

Het is reeds prima facie duidelijk dat in feite de meeste van deze criteria niet van toepassing zijn, of dat er een combinatie van criteria van toepassing zou zijn.

Het gaat niet op dat de Ambtenaar eigen criteria in leven roept, waar de ministeriële instructies reeds duidelijk en streng zijn, en dit zeker waar het gaat om intenties van personen in een bij uitstek persoonsgebonden burgerlijke aangelegenheid van het huwelijk. De beslissing negeert de vermelde criteria-beperking. De Dienst Vreemdelingenzaken weigert het visum gezinshereniging op basis van de elementen in het negatief advies van het parket van Antwerpen dd. 03.12.2012.

Deze elementen worden achtereenvolgens overlopen (vrije vertaling) en weerlegd.

" De betrokkenen behoren tot dezelfde familie. Volgens mevrouw zouden ze neef en nichtzijn.

Betrokkenen kenden elkaar dan ook reeds van in de kindertijd. "

Verzoekster specificeerde dat hun grootvaders broers zijn, zodat zij niet zomaar 'neef en nicht' zijn in die zin dat de echtgenoot de zoon zou zijn van de nonkel/tante van verzoekster.

"Nochtans weet mevrouw niet sinds wanneer Meneer in België verblijft. Nergens werd de vraag gesteld aan verzoekster sinds wanneer haar echtgenoot in België verblijft. Weliswaar verklaarde verzoekster op het einde van het interview dat haar echtgenoot in België woont sinds zijn kindertijd. Dat zij niet de exacte leeftijd weet, kan haar niet worden verweten. Dit vormt dan ook een ontbrekend verwijt.

"De familie van meneer is ook familie van mevrouw. Nochtans vergist mevrouw zich wat betreft de familienaam van de moeder van haar echtgenoot ([A] ipv[EM]). Mevrouw kent het adres van betrokkene niet in België. Mevrouw vergist zich evenzeer wat betreft de geboortedag en het geboortjaar van meneer"

Wat betreft de familienaam van de moeder van haar echtgenoot, merkt verzoekster op dat de naam '[A]' dezelfde is als deze van haar eigen moeder en dat moeders uit dezelfde streek, ook dezelfde familienaam wordt gegeven. Bovendien wist zij in ieder geval de voornaam van de moeder van haar

echtgenoot perfect weer te geven. Wat betreft het adres van haar echtgenoot in België, merkt verzoekster op dat zij vertelde dat hij in Antwerpen woont. Dat zij zijn exacte adres niet kan weergeven, is niet vreemd gelet op het feit dat zij nog onvoldoende Nederlands sprak en gelet op het feit dat hun communicatie hoe dan ook niet per postadres gebeurde in de moderne wereld van vandaag.

Bovendien specificeerde zij op het einde van het interview nog dat hij in een appartement woont op de eerste verdieping, zonder tuin, maar met terras en twee slaapkamers, keuken, badkamer en salon. Wat betreft de geboortedatum van haar echtgenoot ontkent verzoekster formeel dat zij zich hierin heeft vergist. Inderdaad, uit de weerslag van het interview blijkt dat zij wel degelijk het correcte geboortjaar 1983 heeft weergegeven. Wat betreft de maand en de dag, merkt verzoekster op dat zij dit niet fout heeft meegedeeld, doch dat in de weerslag van het interview men deze heeft omgewisseld: 08.07 had er moeten staan in plaats van 07.08.

"Volgens mevrouw heeft meneer haar een week voor de ondertekening van de akte ten huwelijk gevraagd. Ze hebben amper een halve dag samen doorgebracht vooraleer ze de akte ondertekenden. Meneer is vervolgens gebleven tot een week erna. Volgens meneer hebben ze elkaar regelmatig gezien in 2010 gedurende de vier weken die meneer in Marokko doorbracht. In 2011 heeft meneer 5 weken in Marokko doorgebracht om mevrouw vervolgens ten huwelijk te vragen. Mevrouw zou nog een beetje hebben nagedacht omdat ze nog steeds aan het studeren was volgens Meneer. Het verlovingfeest vond twee weken later plaats. Volgens meneer waren de twee families op het huwelijksfeest aanwezig. Betrokkenen trouwden in Marokko omdat de familie van mevrouw daar woont. Mevrouw zou een traditionele bruidsjurk hebben gedragen op het feest Meneer heeft foto 's van het huwelijksfeest maar wil deze niet tonen omdat dat privé is." Verzoekster merkt op dat daar waar zij zou gesteld hebben dat zij een halve dag met verzoeker heeft doorgebracht vooraleer de huwelijksakte te ondertekenen, zij specificeerde dat zij elkaar slechts een halve dag zagen in die éne week voor het ondertekenen van de akte. Ook verzoekster verklaarde meermaals uitdrukkelijk dat haar echtgenoot elk jaar naar Marokko kwam en zij beaamt dat zij elkaar in 2010 gedurende vier weken regelmatig zagen.

Gedurende de vijf weken dat de echtgenoot in 2011 in Marokko was, vroeg hij haar inderdaad ten huwelijk en nadat hij ook de toestemming had gekregen van haar ouders, regelden de families het huwelijk verder. Nadien volgde de ondertekening van de akte pas en nadien woonden zij samen in het huis van de ouders van haar echtgenoot.

"Volgens mevrouw was er geen verlovingfeest, maar werd de huwelijksakte meteen ondertekend. Volgens haar zou er nadien een klein feest zijn geweest, maar geen traditioneel feest. Het feest zou in België hebben plaatsgevonden. Volgens mevrouw zijn er geen huwelijksfoto 's. Mevrouw droeg evenmin een huwelijksjurk" Verzoekster merkt op dat zij niet stelde dat het huwelijksfeest in België heeft plaatsgevonden. Integendeel, zij verklaarde uitdrukkelijk dat de ouders van haar echtgenoot alsook zijn broers en zussen vanuit België waren afgekomen. Wel was het de bedoeling om eens in België, nog een groter feest te geven. Verzoekster merkt op dat het op zich niet verdacht hoeft te zijn dat er een aantal zaken omtrent hun huwelijk niet volledig gelijklopend werden weergegeven. Zij blijken immers over het merendeel gelijklopende verklaringen af te leggen en perfect op de hoogte te zijn van elkaars bezigheden en samenstelling van de familie.

"Mevrouw verklaart dat zij niet meer heeft gewerkt sinds 2010. Voorheen werkte mevrouw voor de gemeente in de regio van Al Hoceima als intérim. "

De echtgenoot verklaarde evenzeer dat verzoekster na haar opleiding secretariaat tijdelijk een contract had voor de overheid en dat ze momenteel niet werkt. " Er bestaan zonder twijfel talrijke tegenstellingen in hun verklaringen". Dienst Vreemdelingenzaken besluit dat er veel tegenstrijdigheden bestaan tussen de verklaringen van verzoekers. Enkel op basis van dit element besluit men dat het huwelijk niet als doel had een duurzame levensgemeenschap op te richten. Los van het feit dat dit éne vermeende element niet kan volstaan (er moet immers sprake zijn van een combinatie van elementen), werden deze vermeende tegenstrijdigheden boven reeds weerlegd.

Verzoekster wijst er nog op dat hun huwelijk wel degelijk de toets van de andere elementen doorstaat. De echtgenoten verstaan elkaar en kunnen op een normale manier met elkaar communiceren; zij voelen elkaar perfect aan en spreken dezelfde taal, Berbers.

Voor de huwelijksluiting hebben zij elkaar meerdere malen ontmoet. Zij kenden elkaar reeds van in hun kindertijd. Hoewel het even duurde voor ze weer met elkaar in contact kwamen, zagen ze elkaar terug in twee lange vakantieperiodes van verzoeker in Marokko.

In 2010 was hij er vier weken op vakantie, en ook in juli 2011 ging hij voor vijf weken naar Marokko. Tijdens die vakantie zijn ze na een maand in augustus gehuwd. Verzoekster werd in 2011,2012,2013,2014 en 2015 door haar echtgenoot bezocht (zie stukken) en zal ook in de zomer 2016 bezocht worden. Geen van beide echtgenoten woont duurzaam samen met iemand anders. Zij kennen vanzelfsprekende elkaars naam en nationaliteit. Zij weten wel degelijk van elkaar waar ze werken. De verklaringen die de echtgenoten aflegden omtrent de omstandigheden van de ontmoeting lopen volledig gelijk. Zij stellen verre familie te zijn, elkaar te kennen uit de kindertijd en elkaar terug ontmoet te hebben

tijdens de vakanties van verzoeker in Marokko op latere leeftijd. Het is via de broer van verzoekster dat verzoeker terug bij haar terecht kwam. Er werd geen som geld beloofd bij het aangaan van het huwelijk. Wel was er een bruidsschat bestaande uit geld en juwelen, doch dit behoort tot de traditie. De echtgenoten hebben sedert de dag dat zij elkaar terug ontmoet hebben dagelijks contact gehad met elkaar, ofwel tijdens het verblijf van de echtgenoot in Marokko, ofwel via de telefoon. De relatie duurt inmiddels ruim vijf jaar.”

3. Discussion.

3.1. Sur l'ensemble du moyen unique, le Conseil rappelle, qu'aux termes de l'article 40 *ter*, alinéa 2, de la Loi, le citoyen belge rejoint doit, en ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40 *bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, de la même loi, démontrer entre autre: « (...) -*qu'il dispose d'un logement décent qui lui permet de recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui remplit les conditions posées à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale comme prévu à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2 du Code civil, et qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière dont l'étranger apporte la preuve que le bien immeuble remplit les conditions requises* ».

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle enfin que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

3.2. Ensuite, le Conseil constate que la décision attaquée est motivée sur deux motifs distincts, d'une part, la non reconnaissance du lien d'alliance entre le ressortissant belge et la requérante et d'autre part, sur l'absence de logement décent.

Le Conseil souligne que, selon la théorie de la pluralité des motifs, il ne doit pas annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l'un ou certains seulement sont illégaux lorsqu'il apparaît que l'administration aurait pris la même décision si elle n'avait retenu que le ou les motifs légaux.

S'agissant du motif relatif au logement, il ressort du dossier administratif qu'à l'appui de sa demande de visa la partie requérante a déposé un contrat de bail conclut par Monsieur [A.A.] et pour un bien sis à Deurne, Leeuwstraat alors que parallèlement, il ressort du registre national que monsieur [A.A.] en date du 13 février 2016 était domicilié dans la même rue mais à un autre numéro, ce que confirme la partie requérante en termes de recours qui indique que « *Qu'il ressort clairement des pièces déposées que l'époux de la requérante a déménagé officiellement le 13 février 2016* » (traduction libre), dès lors c'est à bon droit que la partie défenderesse a estimé : « *Considérant que le dossier administratif ne contient pas la preuve que le ressortissant belge dispose d'un logement décent au sens de l'article de loi précité puisque le contrat de bail enregistré produit ne correspond pas à l'adresse actuelle de la personne à rejoindre: xxx à Anvers.* ». Il appartenait à la partie requérante d'actualiser sa demande, et de transmettre son nouveau contrat de bail avant la prise de la décision attaquée. Il n'appartient pas au Conseil dans le cadre du présent contrôle de légalité de prendre en considération le nouveau contrat de bail et les informations électroniques disponibles sur la carte d'identité de Monsieur [A.A.], étant donné qu'il ne ressort pas du dossier administratif que ces informations aient été transmises en temps utile à la partie défenderesse soit avant que celle-ci ne prenne la décision querellée.

3.3. Pour le surplus, quant à l'argumentation sur le droit d'être entendu, le Conseil souligne qu'elle n'est nullement pertinente, eu égard au fait que l'on se trouve dans le cadre d'une demande d'admission au

séjour et qu'ainsi, la requérante a pu faire valoir tous les éléments qu'elle estimait utile à l'appui de sa demande.

En ce qui concerne une éventuelle violation de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, le Conseil souligne que le moyen unique pris manque en tout état de cause en droit. En effet, la CJUE s'est notamment exprimée, dans un arrêt du 5 novembre 2014 (C-166/13), comme suit : « [...] 44 Ainsi que la Cour l'a rappelé au point 67 de l'arrêt YS e.a. (C-141/12 et C-372/12, EU:C:2014:2081), il résulte clairement du libellé de l'article 41 de la Charte que celui-ci s'adresse non pas aux États membres, mais uniquement aux institutions, aux organes et aux organismes de l'Union (voir, en ce sens, arrêt Cicala, C-482/10, EU:C:2011:868, point 28). Partant, le demandeur d'un titre de séjour ne saurait tirer de l'article 41, paragraphe 2, sous a), de la Charte un droit d'être entendu dans toute procédure relative à sa demande [...] ».

Enfin, s'agissant de l'obligation de la partie défenderesse d'interpeller la partie requérante avant de prendre l'acte attaqué, le Conseil rappelle que la partie requérante ne peut invoquer cette argumentation pour pallier sa propre négligence. C'est à l'étranger lui-même qui revendique un titre de séjour à apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. La partie défenderesse n'est pas tenue d'interpeller la requérante préalablement à sa décision. Certes, s'il incombe à l'administration de permettre à l'administré de compléter son dossier, cette obligation doit s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer l'administration dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie.

3.4. En conséquence, le second motif (relatif à l'absence de preuve de logement décent) suffit à lui seul à justifier l'acte attaqué au vu de ce qui précède et il est dès lors inutile de s'attarder sur les développements ayant trait au premier motif relatif au lien d'alliance, dès lors qu'ils ne pourraient en tout état de cause suffire à lui-seul à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

Partant, la partie défenderesse a pu valablement décider, sans violer les dispositions et principes visés au moyen, ni commettre une erreur manifeste d'appréciation, que « *Dès lors les conditions du regroupement familial ne sont pas remplies et le visa est refusé* ».

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt octobre deux mille seize par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDROY , greffier assumé.

Le greffier, Le président,

S. DANDROY

C. DE WREEDE